



HAL
open science

CULTURES DU PROJET, CULTURES PUBLIQUES, PAYSAGES COMMUNS

Silvana Segapeli, Manuel Bello Marcano

► **To cite this version:**

Silvana Segapeli, Manuel Bello Marcano. CULTURES DU PROJET, CULTURES PUBLIQUES, PAYSAGES COMMUNS : Le cas de Turin. Editorial Bonaventuriana. Universidad de San Buenaventura. REGARDS CROISÉS. Architecture et transformations territoriales. Medellín et Saint-Étienne, , pp.352, 2019, Collection Senales. hal-04547962

HAL Id: hal-04547962

<https://hal.science/hal-04547962>

Submitted on 18 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Cultures du projet, cultures publiques, paysages communs. Le cas de Turin

Silvana Segapeli

Deux dimensions expriment les valeurs de l'urbanité aujourd'hui, plus que toute autre, ce sont les cultures publiques et les cultures du projet, elles sont interreliées sur la base de stratégies et d'objectifs qui se focalisent de plus en plus sur la gestion subsidiaire des biens communs. L'imaginaire urbain collectif est davantage sollicité à se projeter dans des nouveaux scénarios de partage et vers la co-création de paysages communs.

Dès les années 1990 et surtout pendant les années 2000, la conception du projet urbain a dû revenir sur la notion de « commun » pour repenser les biens autrement qu'en termes d'opposition public/privé. Ce clivage est actuellement remis en cause par les nouveaux dispositifs mis en place par les politiques publiques associées au renouvellement de la ville et de ses espaces de partage. Sur le plan de la culture du projet, cela implique que le processus d'interaction sociale est devenu une dimension déterminante du projet urbain et que, de plus, la sphère publique, avec ses cultures et ses pratiques, est devenue génératrice de significations importantes dans la ville. Certes, il ne s'agit pas du *mainstream*, ni de l'univers du *star system* qui est souvent lié aux leviers qui compulsent la privation des espaces urbains et qui a du mal à comprendre la relation pragmatique entre la société et la matérialité de la ville.

Le rôle des cultures urbaines a changé dans le temps, dans les dernières décennies l'ouverture d'un horizon post-capitaliste (Citton, 2018), l'institution des *Commons* comme formes de résistance à la privatisation exaspérée du capitalisme et la structuration sociale selon une forme hétéarchique¹ dotée d'une pluralité des systèmes de valeur, construisent un paysage commun nouveau. En fait, au sein de ces cultures, c'est la compréhension de la valeur et du rôle des ressources humaines qui a apporté le plus grand changement dans la conception du projet urbain. L'idée que le bien-être effectif d'une population et sa qualité de vie puissent provenir d'autres sources, différentes et inattendues -comme l'interaction entre la pluralité d'acteurs du processus de conception du projet, la coopération entre les habitants, les démarches d'observation et de découverte, les plateformes informatiques d'échange-, constitue le cœur des actions de régénération urbaine que le projet a commencé à intégrer aujourd'hui. Dans l'« approche des capacités » on considère la « capabilité », selon le lexique d' Amartya Sen, comme l'apport essentiel des potentialités humaines et des opportunités d'expérience. Par ce biais, le projet urbain se doit d'acquérir le rôle de

¹ « Qu'est-ce qu'une *hétéarchie* ? Une coexistence, au sein d'un même réseau de solidarités, de systèmes de valeurs irréductibles à une structuration totalisante, qui organiserait l'ensemble des choix selon une hiérarchie linéaire et univoque. Une hétéarchie se compose d'une multiplicité de principes de valorisation hétérogènes, qui s'entrecroisent et se co-conditionnent mutuellement, ouvrant de nouvelles dimensions les uns par rapport aux autres, mais qui ne sauraient s'aligner sous un unique ensemble de principes dominants. » Yves Citton, « Ré-ouvrir un horizon post-capitaliste ? », *AOC Media*, avril 2018

garant de valeurs des différents groupes sociaux qui composent le kaléidoscope humain de la ville. Écouter la leçon du territoire donnée par ses habitants, lire le tissu urbain par ses flux et ses pratiques, deviennent une priorité du projet.

L'évolution des communs par les espaces publics. Un exemple en Italie

Giancarlo De Carlo, l'un des membres du Team X - groupe international d'architectes sécessionnistes du CIAM, à l'avant-garde dans l'approche sociale du projet et dans l'activation des processus de participation -, à l'époque de la crise de la notion de « croissance urbaine » et de l'irruption du modèle de la ville diffuse, s'inquiétait sur la qualité des espaces urbains. Vis-à-vis d'une demande sociale répandue mais pas accueillie par les institutions, il requestionnait le rôle du projet : « tout ce qui a à faire avec l'organisation et la configuration de l'espace aux différentes échelles n'intéresse plus les institutions. Il n'y a plus un gouvernement ni aucune forme institutionnelle qui s'occupe de ce problème. S'il le fait, il fait semblant de le faire, parce qu'il l'affronte seulement les aspects marginaux ou éclatants. (...) la demande sociale d'organisation et configuration de l'espace physique s'est énormément accrue ; mais elle est souterraine : elle n'est ni reconnue ni exprimée. Je veux dire qu'aujourd'hui les gens communs sentent ce problème plus qu'il y a très peu d'années, parce qu'ils commencent à souffrir beaucoup de l'espace physique qui n'est ni gouverné ni qualifié »². Cet écrit restitue une photographie assez précise de la situation en Italie à la fin des années 1980, et par ailleurs dans d'autres pays de l'Europe, en ce qui concerne les espaces de relation de la ville, dans le cadre d'une culture qui n'avait pas encore éclairci le statut et le rôle des biens communs dans l'organisation du tissu urbain. Dans ce régime de confusion De Carlo se limite à parler d'espace physique sans toucher à la question complexe du registre public ou privé des espaces. C'est à partir des années 1990 qu'il y a eu en Italie, comme ailleurs, la formation des courants plaidant pour le renforcement du rôle de la société civile dans la conception du projet de la ville et pour la mise en place de processus d'*empowerment*, ce qui a, en parallèle à d'autres phénomènes (déindustrialisation, décroissance urbaine, métabolisation des vides et des friches industrielles, etc.) et d'une pluralité de courants de pensée (mouvements écologistes, altermondistes, activistes anticapitalisme, etc.), ramené l'attention sur la question des espaces publics.

² Giancarlo de Carlo, « Architettura Urbanistica Società » in *Domus* 695, 1988. « (...) tutto quanto ha a che fare con l'organizzare e formare lo spazio alle diverse scale non interessa piu le istituzioni. Non c'è piu né un governo né alcuna forma istituzionale che si occupi di questo problema. Se lo fa, finge di farlo, perché lo affronta soltanto per i suoi aspetti marginali o clamorosi. (...) la domanda sociale di organizzazione e formazione dello spazio fisico è cresciuta di molto ; ma è sotterranea : non è né riconosciuta né espressa. Voglio dire che oggi la gente comune sente questo problema piu di quanto non lo sentisse fino a pochi anni fa, perché di spazio fisico non governato e non qualificato comincia a soffrire molto. » (texte original en italien, traduit en français par l'auteur de cet article)

Concernant le statut de « communs »³, dans les années 2000, plus précisément pendant le gouvernement Prodi en 2007, l'État italien avait nommé une commission ayant comme objectif l'introduction de la notion de bien commun dans le code civil⁴. Les propositions qui en étaient sorties visaient à l'acquisition d'un droit universel pour un certain type de biens, c'est-à-dire à établir un régime à part pour les biens communs, en appliquant une distinction juridique entre eux, les biens publics et ceux privés.

Depuis, même si la proposition de loi par la commission n'a pas abouti, cette empreinte laissée à la portée des politiques publiques a permis une nouvelle configuration dans les cultures du projet : cette si récurrente « demande sociale d'organisation et configuration de l'espace physique », comme l'écrivait De Carlo, commence à être prise en compte. L'État en Italie n'est plus le seul à représenter l'intérêt commun, les citoyens commencent à s'approprier cette responsabilité. Cette évolution est certainement l'un des points clés dans la transformation des usages des espaces publics et notamment dans la manière d'en concevoir le projet. C'est l'exemple de Bologne, Bari, Turin, etc.

Se réconcilier avec le territoire, ré-habiter la ville. Le cas de Turin

Le terrain de recherche de cette étude se situe à Turin. Une ville impliquée dans un lent processus de transition qui vise à prendre en compte les écosystèmes urbains et à transformer les espaces créés par le processus de désindustrialisation.

À la fin des années 1990, l'administration communale a lancé une série de programmes de régénération urbaine orientés notamment vers une revalorisation des quartiers nés à l'époque de la grande croissance économique et industrielle associée à l'entreprise d'automobiles FIAT, quartiers qui ont d'ailleurs subi en premier les lourdes conséquences de la fermeture des établissements. En 2001 la ville a identifié dans *Settore Periferie* un dispositif qui fédère les acteurs impliqués dans les politiques urbaines et territoriales (associations, habitants, collectivités territoriales, institutions, chercheurs, etc.) afin de mieux définir les objectifs opérationnels et d'activer le levier des capacités d'auto-constitution (*auto-empowerment*).

³ Cf. Pierre Dardot, Christine Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, Paris 2015

⁴ Dans la proposition de loi sur les biens communs, du février 2008, à la lettre c) de l'art. 1 ces biens sont ainsi définis : «le cose che esprimono utilità funzionali all'esercizio di diritti fondamentali nonché al libero sviluppo della persona. I beni comuni devono essere tutelati e salvaguardati dall'ordinamento giuridico, anche a beneficio delle generazioni future. Titolari di beni comuni possono essere persone giuridiche pubbliche o privati», « les choses qui expriment utilités fonctionnelles à l'exercice de droits fondamentaux ainsi qu'au libre développement de la personne. Les biens communs doivent être défendus et sauvegardés par l'ordre juridique, aussi au bénéfice des générations futures. Des personnes juridiques publiques ou des personnes physiques peuvent être titulaires de biens communs. » (texte original en italien, traduit en français par l'auteur de cet article).

Passer des ambiances de la ville-métropole industrielle aux ambiances de la ville-territoire en la reliant à ses ressources -les eaux, les sols, l'air, etc.- a été le premier défi pour Turin. Pour ce faire, la construction d'un regard collectif, d'un sens de la communauté, ont été établis comme une étape-clé : l'attachement est certainement l'un des moteurs privilégiés de la résilience.

Le choix de la ville de Turin de sensibiliser et d'impliquer les habitants dans la gestion du « commun », notamment à partir des espaces publics, est dans une certaine mesure tributaire de cet esprit ouvrier qui anime encore certains quartiers, comme l'immense *Mirafiori* et qui donne lieu à un champ commun d'expériences, à des espaces de contact qui se multiplient et assurent la mixité sociale. La notion d'espace public dans le tissu de la ville ouvrière est difficile à cerner. Un trait pertinent émerge sur les autres : la valeur d'usage qui prend une coloration éthique et qui s'inscrit dans la problématique plus complexe du vernaculaire quotidien⁵ (Jackson, 1984), en construction permanente, toujours redondant et chaotique. Les mesures qui favorisent la vie collective, avec ses ambiances et ses qualités (partage, solidarité, proximité), trouvent leur origine dans la ville ouvrière : l'auto-organisation, l'économie collaborative, les logiques de percolation public-privé et, très concrètement, les jardins potagers/ *orti spontanei*, les maisons de quartier /*case del quartiere*, les tables collectives / *tavoli sociali*.

De nombreuses associations innervent les réseaux de citoyenneté active dans les quartiers étudiés⁶. Cela renvoie à l'idée d'une cartographie morcelée de la gouvernance en confirmant la complexité de la reprise en main des biens communs, des ressources à co-gérer par des approches soutenables, par des cycles courts et locaux et par des dispositifs de co-conception. Cette approche fondée sur la culture ouvrière, la culture de la rue, va souvent de pair avec une logique du temporaire. A côté de la série de programmes institutionnels développés en ce sens : *TOCC*, *Torino Città d'Acque*, *Corona Verde*⁷, etc. (De Rossi, Durbiano, 2006), d'autres dispositifs plus

⁵ « Il est vernaculaire dans le sens où sa logique est orientée vers une société mobile, une société d'individus singuliers qui sont réunis ensemble non par des formes traditionnelles de partage de l'espace, mais par le biais des usages partagés, des événements et des routines dans un vaste réseau de circulation » Traduction personnelle du texte original « *It is vernaculaire in the sense that its logic is geared toward a mobile society, a society of private individuals who are brought together not through any traditional forms of sharing space but through shared uses, events, and routines in a vast network of circulation.* » James Corner, « Suburban Landscape », in *Casabella* 673/674

⁶ Je fais ici référence au programme de recherche « Co-City Turin / Ville créative Saint-Etienne : projet et gestion des espaces du commun » que je coordonne au sein du GRF *Transformations*, ENSASE. Dans ce cadre, plusieurs missions de recherche-action ont été menées à Turin, grâce à une convention de recherche établie avec le Polytechnique de Turin et avec les soutiens du Ministère de la Culture et du programme d'échange ERASMUS.

⁷ La mobilisation du *Settore Grandi Opere Verdi* suit les axes de grands projets d'aménagement: le grand système annulaire des parcs -*Corona Verde*, en connexion avec le projet *Corona di Delitie* ; le projet pour la rénaturalisation et l'interconnexion des berges de 4 cours d'eau présents à Turin -*Torino Città d'Acque*; le programme Turin ville à cultiver -*TOCC Torino Città da Coltivare*, un projet né en 2012 qui vise à promouvoir toute action orientée vers l'installation des pratiques d'agriculture en milieu urbain et périurbain.

Cf. <http://www.comune.torino.it/verdepubblico/2012/altrenews12/progetto-tocc---citt-da-coltivare.shtml>

souples et d'autres formes d'organisation de l'espace, parfois insufflées par l'administration même comme dans un jeu de miroirs, parfois sous forme de résistance, ont vu le jour, en général en s'appuyant sur des économies alternatives, auto-gérées, des-agencées (Deleuze, 1972) par rapport à l'économie industrielle.

L'approche intégrée choisie par la ville de Turin montre à la fois la complexité des instruments de gouvernance et la nécessité d'une action interscalaire (Purcell, 2002) qui rapproche les acteurs institutionnels de différents secteurs et qui implique la coopération et la responsabilisation des habitants. Les anciens quartiers ouvriers cherchent des formes d'autoréglementation qui se basent sur l'idée d'une société conviviale, penchée sur la «survie en équité» (Illich, 1971), des formes d'interventions qui remettraient en valeur les relations de proximité selon des temporalités en rupture avec le rythme de la vie urbaine.

Les maisons de quartier : le « folk planning »⁸ entre intimité et convivialité

La réduction de l'être humain à l'atome social est une conséquence de la perte de la notion de collectivité au sein d'une société technocratique, pourtant la dimension affective reste pour l'homme un lien irremplaçable avec le territoire. *Case del quartiere*, maisons de quartier, est un projet qui répond à ce souci sociétal en s'appuyant sur les « figures sensibles » liées à l'ouverture à l'« autre » et à la saisie du « temps opportun ». Ce dispositif aide à gérer temps et espaces dans la vie du quartier : co-évolution, co-création, synergie nature-culture, intégration des valeurs d'usage, bref tout ce que recouvrent les termes de citoyenneté active est convié en ces lieux. En ce sens, le Manifeste des maisons de quartier de Turin, énonce : « Les maisons de quartier de Turin sont des lieux ouverts et publics ; ateliers sociaux et culturels dans lesquels on exprime des pensées et des vécus collectifs ; ce sont des espaces qui déclenchent des expériences de participation, d'implication et d'auto-organisation »⁹. L'idée d'un espace ouvert aux citoyens, à mi-chemin entre public et privé (« Les maisons de quartier ont pour objectif la recherche d'un équilibre entre l'auto-soutenabilité économique et la subvention gouvernementale », énonce le point numéro huit du Manifeste) s'est installée en gagnant un espace entre les tensions opposées du culte sacré de l'espace domestique, largement présent dans la culture italienne, et la nécessité d'espaces ouverts de partage. Cette dilatation de la dimension privée de l'habitat, dans les expériences des maisons de quartier a été poussée selon des degrés différents (jusqu'à l'introjection intégrale de la sphère

⁸ Cf. P. Geddes, *Cities in Evolution. an introduction to the town planning movement and to the study of civics*, Williams, London 1915.

⁹ Traduction personnelle du texte original : « *Manifesto delle case del quartiere. Le Case del Quartiere di Torino sono luoghi aperti e pubblici; laboratori sociali e culturali nei quali si esprimono pensieri e vissuti collettivi; spazi che avviano esperienze di partecipazione, coinvolgimento e auto-organizzazione* » <http://www.casedelquartieretorino.org/manifesto-delle-case-del-quartiere-di-torino/>

du public dans celle du privé) car chaque maison de quartier a sa propre histoire, sa relation précise avec son milieu et ses formes justes d'espace communautaire. Les neuf maisons qui composent la série gèrent les espaces publics et les temps de l'événementiel, les temps du travail (*co-working*, formation, sensibilisation du public, artisanat), les temps de la culture et du loisir, les temps de la rencontre (associative, inter-générationnelle, ludique), les temps d'une citoyenneté active (*tavoli sociali*, laboratoires et groupes de travail de co-conception, etc.), etc. La notion de série doit ici être entendue comme un processus phylogénétique inhérent à une catégorie de conception qui ouvre à différents types de scénario.

Ce dispositif est né en 2006 à partir de l'expérience de la *Cascina Roccafranca*, ancienne ferme agricole, dont l'objectif affiché était de mettre en place un réseau -*Rete delle Case del Quartiere di Torino*- pour permettre un travail par capillarité, ciblé sur les espaces et les temporalités des quartiers qu'on appelait jusqu'à il y a peu de temps « en difficulté » et aujourd'hui « sensibles ».

Cascina Roccafranca a été inaugurée le 18 mai 2007, après une rénovation majeure réalisée grâce au financement du Programme européen Urban 2. Le projet découle d'un processus de *progettazione partecipata* dans lequel des associations, des travailleurs et des citoyens de la région se sont engagés, afin de rendre au quartier un espace de 2500 mètres carrés dans lequel les citoyens peuvent se rencontrer, accéder à des activités ludiques, développer des projets, vivre ensemble des moments forts de socialisation. Elle fait partie du Réseau des Maisons du Quartier de Turin et est gérée par la *Cascina Roccafranca*, fondation atypique qui tient ensemble la partie publique (Ville de Turin) et la partie privée sociale (46 associations et groupes) dans un rapport de co-responsabilité.

Cascina Roccafranca enregistre environ 3.500 passages hebdomadaires; elle collabore avec environ 80 associations et groupes informels; une vingtaine de personnes font la promotion de ses activités; elle bénéficie de la précieuse contribution d'environ 40 bénévoles qui travaillent au sein de la structure. Chaque année, une centaine de cours, une quarantaine d'activités de laboratoire et de sensibilisation sont activées et, en moyenne, 160 différents types d'événements sont mis au programme. ¹⁰

¹⁰ Traduction personnelle du texte original, disponible sur : <http://www.cascinaroccafranca.it>, « *Cascina Roccafranca è stata inaugurata il 18 maggio 2007, dopo un importante intervento di ristrutturazione realizzato grazie ai fondi del Programma europeo URBAN2. Il progetto nasce da un percorso di progettazione partecipata che ha coinvolto associazioni, operatori e cittadini del territorio, restituendo al quartiere uno spazio di 2.500 metri quadrati all'interno del quale i cittadini possono incontrarsi, svolgere attività, sviluppare progetti, vivere momenti di socialità. Fa parte della Rete delle Case del Quartiere di Torino ed è gestita da Fondazione Cascina Roccafranca, fondazione atipica che tiene insieme parte pubblica (Comune di Torino) e privato sociale (46 associazioni e gruppi) in rapporto di corresponsabilità.*

la Cascina Roccafranca registra circa 3.500 passaggi settimanali; collabora con circa 80 associazioni e gruppi informali; una ventina le persone singole che promuovono attività; beneficia del prezioso apporto di circa 40 volontari che lavorano all'interno della struttura. Ogni anno vengono attivate circa 100 corsi, 40 attività di laboratorio e socializzazione e mediamente vengono realizzati circa 160 eventi di vario genere. »

L'expérience de *Casa nel Parco de Mirafiori Sud*¹¹, dans la suite du dispositif *Casa del quartiere* explique comment l'action d'animer des espaces peut avoir un sens projectuel important pour concevoir de nouvelles logiques spatiales. Elle est née au départ pour promouvoir les activités du tout jeune et encore improbable *Parco Colonnetti* et se présente aujourd'hui comme une forme de synergie entre un réseau d'acteurs institutionnels et les habitants impliqués dans l'animation des espaces du quartier. Ce travail est l'expression du primat que l'administration de la ville souhaitait remettre à la communauté. Les questions de la qualité des usages, de la singularité au sein du commun, du collectif dans la multitude, de la capacité d'auto-constitution, restent ouvertes dans une tension permanente entre « (...) *energeia* et *chresis*, être-en-cœuvre et usage » car ces deux notions « semblent se juxtaposer terme à terme comme psyché et soma, comme âme et corps. »¹²

Relation d'usage et co-design

La « relation d'usage » amène une autre figure sensible associée à l'habiter : la Table collective/*Tavolo sociale* qui constitue un lieu de rencontre entre cultures publiques et cultures du projets, un espace de négociation et de gestion du temps de travail commun nécessaire, à l'échelle du quartier, pour rédiger des listes de priorités d'intervention ou de véritables programmes ; cette modalité se présente comme extraordinaire et se met en place dans les situations qui demandent une attention et une écoute particulières face aux exigences des habitants. Le lieu de rencontre, *Tavolo sociale*, devient aussi un point de repère du quartier, lieu d'information sur les avancées des procédures en cours et référence d'un espace-réseau d'acteurs plus vaste.

D'autres formes de relation entre administration et habitants sont en cours d'exploration depuis un an. La vision capacitaire de la sphère du social est supportée par le système de règlements, pactes, contrats entre habitant et administration qui ont lieu actuellement à Turin, grâce aux aides européennes. En 2017 la ville de Turin a emporté le premier appel européen *Urban Innovative Actions* (UIA) en présentant le projet *Co-City* sur la base du « Règlement pour la collaboration entre citoyens et administration pour l'entretien, la gestion partagée et la régénération des biens communs urbains »¹³. La gestion de fonds européens est un sujet à la fois délicat et saillant dans les politiques de la ville aujourd'hui ; *Co-city* représente une grande opportunité pour la ville de Turin pour expérimenter les différentes formes d'administration partagée règlementées par la charte de collaboration

¹¹ La *Casa nel Parco*, dans le cadre du projet *Casa del quartiere* suit les traces de la dimension agricole de ce territoire et se laisse inspirer par l'esprit de communauté. C'est un vaste projet qui vise à développer l'attachement comme moteur de résilience. Cf. <http://www.casanelparco.it>. *Casa nel Parco* fait partie du dispositif *Casa del Quartiere a Mirafiori Sud*, elle est gérée par la *Fondazione della Comunità di Mirafiori Onlus*

¹² Cf. Giorgio Agamben, *L'usage des corps. Homo Sacer, IV, 2*. (Titre original : *L'uso dei corpi, Homo Sacer, IV, 2*, traduit de l'italien par J. Gayraud, Neri Pozza 2014), Seuil, Paris 2015

¹³ Cf. Regolamento sulla collaborazione tra cittadini e amministrazione per la cura, la gestione condivisa e la rigenerazione dei beni comuni urbani

et par des pactes qui sont à établir *ad acta*, selon les situations et les projets présentés par les habitants. En termes de progrès social, les résultats pourront être mesurés plus tard, lorsque le projet sera mis à l'épreuve des défis que pose la subsidiarité. Entre-temps on peut certainement affirmer que cette « pratique imaginative de la démocratie »¹⁴ a d'ores et déjà le mérite de favoriser le remplacement des vieilles représentations de la ville pour en construire des autres, alternatives, via de cultures publiques et de cultures du projet renouvelées.

Références bibliographiques

Agamben, Giorgio. 2015. *L'usage des corps. Homo sacer, IV, 2*, (2014), Paris, Seuil

Agamben, Giorgio. 2001. *La comunità che viene*, Bollati Boringhieri, Torino

Pierre Dardot, Christine Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, Paris 2015

De Rossi A., Durbiano G. 2006. *Torino 1980-2011. La trasformazione e le sue immagini*, Turin, Umberto Allemandi & C.

Derrida, Jacques. 2015. *Les arts de l'espace. Ecrits et interventions sur l'architecture*, Essais Editions de la Différence, Paris

Perniola, Mario. 2002 (1991). *Del sentire*, Einaudi, Turin

Segapeli, Silvana. 2014. « Pour une théorie des impermanences », in Segapeli S. (dir.) *Philotope 10*, Clermont-Ferrand, Philau Editions

¹⁴ Cf. Jean Drèze et Amartya Sen, « Inde : remettre la croissance à sa place », *Ce texte reprend en grande partie un article paru dans « Outlook India » le 14/11/2011, sous le titre « Putting Growth in its Place »*. Il a été traduit par Christian Boutin pour la « Revue Projet », janvier 2014.